

MOTION

Les 28 Missions Locales réunies au sein de l'Association Régionale des Missions Locales de Provence Alpes Côte d'Azur, expriment leur extrême inquiétude et leur désapprobation devant une initiative prise récemment, à leur insu, par le Gouvernement et relayée par la Délégation Générale à l'Emploi et la Formation Professionnelle (DGEFP) relative aux « expérimentations visant à fusionner les structures de la Mission Locale au sein de Pôle Emploi avec une gouvernance adaptée ».

Cette décision traduit une méconnaissance totale de la spécificité des Missions Locales qui s'adressent à des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire, (150 000 par an en Région), en voie de construction pour leur permettre, grâce à un accompagnement global et individualisé (santé, logement, formation, apprentissage, citoyenneté, réseaux de relations ...), de retrouver confiance en eux-mêmes et de pouvoir s'insérer professionnellement.

Le réseau des Missions Locales avec la plus-value d'un fort ancrage territorial, est aujourd'hui un acteur incontournable dans l'accompagnement global des jeunes.

Actuellement, les Missions Locales sont, chacune, dans le territoire où elles œuvrent, de complexes mais efficaces associations réunissant au niveau local dans leur Conseil d'administration des élus, des responsables syndicaux, des chefs d'entreprises, des associations, des représentants déconcentrés du service public de l'emploi et d'autres administrations et des personnes engagées dans le bénévolat. Au sein de cette association, avec le concours des conseillers de la Mission Locale, de multiples acteurs et décideurs de l'environnement local, et avec la contribution des jeunes eux-mêmes, s'inventent et se mettent en œuvre, des stratégies d'insertion personnalisées tenant compte de la spécificité des problèmes de chaque jeune, permettant ainsi à chacun non seulement d'arriver à l'emploi mais d'y parvenir en ayant restauré sa confiance en lui-même et repris le contrôle de son propre parcours.

L'accompagnement global de chaque jeune dans son irréductible spécificité n'a pas beaucoup de rapport avec l'action de Pôle Emploi, centrée sur la seule remise en emploi des chômeurs, même si l'accès à l'emploi est aussi un objectif pour les Missions Locales, comme terme de leur accompagnement. Nous ne faisons pas le même métier, même si l'on considère que, chacun à sa place, remplit son œuvre au service des publics en difficulté.

A l'évidence, ce que veut promouvoir le premier ministre n'a aucun rapport avec cette conception des Missions Locales et acte la disparition de l'accompagnement personnalisé des jeunes par les Missions Locales. Le gâchis humain suscité par une telle décision, serait considérable.

L'expertise que les Missions Locales ont acquise depuis près de 40 ans dans l'accompagnement de ces derniers, est aujourd'hui indispensable et d'une grande efficacité.

Par conséquent, les Missions Locales de la Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur refusent toute expérimentation de fusion des Missions Locales au sein des services de Pôle Emploi et s'associent en tant que membre aux démarches et actions du réseau national portées par l'Union Nationale des Missions Locales.